

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 7 juillet 1993, d'une demande d'avis sur un projet de loi "complétant et modifiant la loi du 16 décembre 1851 sur la révision du régime hypothécaire", a donné le 20 septembre 1993 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 7 juli 1993 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot aanvulling en wijziging van de wet van 16 december 1851 op de herziening van het hypothecair regime", heeft op 20 september 1993 het volgend advies gegeven :

EXAMEN DU TEXTE.Intitulé.

Compte tenu de la terminologie utilisée dans le préambule ainsi que dans le dispositif du projet, l'intitulé serait mieux rédigé comme suit :

"Projet de loi modifiant la loi hypothécaire du 16 décembre 1851".

Dispositif.Article 2.

A l'article 2, alinéa 3, en projet, il y a lieu d'omettre le mot "déterminé".

Article 3.

L'article 123 en projet serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 123. Lorsque plusieurs titres, soumis à publicité, ont été présentés le même jour à la conservation des hypothèques, la préférence se détermine d'après la date de ces titres. Pour les titres ... (la suite comme au projet).

L'alinéa 1er ne s'applique pas aux créanciers visés à l'article 81, alinéa 2".

.../...

Article 4.Article 135 en projet.

1. Le texte néerlandais de la phrase introductive de l'article 135 en projet serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

2. A la fin du 2º, il convient d'écrire : "... et qui sont produits en vue d'une radiation ou d'une réduction" comme il est dit d'ailleurs à l'article 124, 3º, de la loi de 1851.

Une observation semblable vaut également pour l'article 137, alinéa 1er, en projet.

Article 136 en projet.

La copie prévue à cet article sera, suivant les explications du fonctionnaire délégué, établie, dans le système informatique, en concomitance avec l'inscription primaire et non pas après la clôture du registre.

Le texte en projet serait, dès lors, plus clairement rédigé comme suit :

"Art. 136. Les inscriptions au registre des dépôts font l'objet, sans déplacement, d'une copie établie immédiatement, sinon après la clôture du registre, par les soins du

.../...

conservateur des hypothèques ou par le fonctionnaire délégué ... (la suite comme au projet)".

Dans la version néerlandaise, mieux vaut écrire "kopie" au lieu de "copie". Cette remarque vaut pour l'ensemble du projet.

Article 138 en projet.

1. L'attribution de pouvoirs réglementaires par le législateur directement à un ministre méconnaît l'article 67 de la Constitution.

Il appartient au Roi, soit en vertu des pouvoirs d'exécution qui Lui sont propres, soit en vertu des pouvoirs qui Lui sont attribués par le législateur, de confier Lui-même au ministre le soin d'arrêter certaines mesures secondaires (1).

2. Aux termes de l'article 67 de la Constitution, le pouvoir d'arrêter des normes de portée générale pour permettre l'application des lois appartient au Roi.

(1) A propos du dépôt des copies, prévu à l'article 138, alinéa 2, en projet, on observe que cette disposition est destinée à remplacer l'article 1er de la loi du 4 juillet 1887 qui confiait la détermination des lieux de dépôts, non au ministre, mais au Roi.

Il est généralement admis que le Roi peut confier à un ministre le pouvoir de prendre des mesures complémentaires de détail.

Par contre, il ne peut être admis que le pouvoir réglementaire soit confié par la loi à un fonctionnaire de l'administration. Celui-ci, en effet, n'encourt aucune responsabilité politique devant les chambres législatives.

La mission des fonctionnaires est d'appliquer les normes législatives et réglementaires au cas d'espèce, mais non d'arrêter des dispositions de portée générale.

En conséquence, les mots "ou son délégué" doivent être omis à deux reprises.

L'observation vaut également pour le pouvoir réglementaire prévu à l'article 144, 1^o et 4^o, en projet.

Chapitre XI.

Le texte néerlandais de l'intitulé du chapitre XI en projet et celui des articles qui forment ce chapitre devraient être rédigés en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 139 en projet.

1. Il n'est pas d'usage de diviser un article en 1^o et 2^o.

.../...

En raison de la longueur de l'article en projet, celui-ci pourrait être divisé en cinq paragraphes : les trois premiers alinéas formeraient le paragraphe 1er, les alinéas 4 et 5, le paragraphe 2, l'alinéa 6 le paragraphe 3, l'alinéa 7 le paragraphe 4 et le dernier alinéa le paragraphe 5.

2. Les termes "toute personne physique au nom de laquelle" figurant au 1^o, alinéa 1er, devenant le paragraphe 1er, alinéa 1er, pouvant donner à penser que n'est ainsi visé que le seul requérant, mieux vaut écrire : "... toute personne physique sous le nom de laquelle la publicité doit être assurée est désignée par son nom suivi de ses prénoms, ses lieu et date de naissance ainsi que son domicile".

3. A l'article 139, 1^o, alinéa 2, en projet, il faut supprimer les mots "et passé en Belgique", car il n'appartient pas au législateur de faire des injonctions aux notaires établis ailleurs qu'en Belgique.

4. Selon l'alinéa 2 de l'article 139, 1^o, en projet, le notaire ou le fonctionnaire est appelé à certifier les éléments d'identité "soit dans le corps, soit au pied du document".

Il ne s'agit donc pas d'établir un document distinct qui serait annexé à l'acte ou au document. Dès lors, il est préférable dans les deuxième et troisième phrases du texte français de l'alinéa 2 de remplacer le mot

.../...

"certificat" par le mot "certification". Le bien-fondé de cette observation est d'ailleurs confirmé par le texte néerlandais qui utilise le mot "waarmaking".

En conséquence, le texte suivant est proposé pour l'alinéa 2 :

"Lorsque l'acte authentique est passé devant notaire ou lorsqu'il s'agit ... soit dans le corps, soit au pied de l'acte ou du document. Cette certification est établie ... pour autant que, dans ce dernier cas, l'acte authentique mentionne, de l'accord exprès des parties, le numéro d'identification Les expéditions ... reproduisent le contenu de cette certification".

5. A l'alinéa 4, devenant le paragraphe 2, alinéa 1er du texte français, il faut également remplacer les mots "le certificat" par les mots "la certification".

Par ailleurs, le texte néerlandais de cette disposition serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Le texte néerlandais de l'alinéa 6, devenant le paragraphe 3, serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

6. Dans le texte néerlandais de l'alinéa 7, devenant le paragraphe 4, il y a lieu de remplacer respectivement les mots "de eerste" et "het document op zicht

.../...

waarvan" par les mots "eerst" et "het stuk op grond waarvan".

7. Au 2º, devenant le paragraphe 5, il faut écrire : "énoncées au présent article".

Article 140 en projet.

1. Il y a lieu de supprimer la numérotation en 1º et 2º et, en conséquence, d'écrire à l'alinéa 2 : "... énoncées au présent article".

2. Il y a une discordance grave entre l'exposé des motifs suivant lequel

"L'identification des sociétés et autres personnes morales soulève jusqu'à ce jour des problèmes délicats en raison de l'absence de règles uniformes. Les normes qui font l'objet de l'article 140 nouveau tendent à remédier à cette situation"

et le texte de l'article 140, 1º, qui se borne à mentionner le registre national des personnes morales; un tel registre n'existe pas à ce jour.

Il faut, donc, omettre les mots "registre national des personnes morales".

.../...

3. Le texte néerlandais du 1^o, devenant l'alinéa 1er, serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 141 en projet.

1. Il convient de supprimer la numérotation en 1^o, 2^o et 3^o.

2. Le texte néerlandais de l'alinéa 1er serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

3. Le texte néerlandais de l'alinéa 2 serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

4. A l'alinéa 3, il faut écrire :

"Il est fait mention dans l'acte ou le document, sujet à publicité, ...".

5. A l'alinéa 4, il conviendrait de préciser les pouvoirs du Roi, en écrivant :

"Le Roi peut compléter les règles d'identification énoncées au présent article".

.../...

Article 142 en projet.

Il est proposé d'écrire :

"Art. 142. Le Roi détermine la manière dont sont désignées, ...".

Article 143 en projet.

Le texte néerlandais de l'article 143 en projet serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Chapitre XII.

Le texte néerlandais de l'intitulé du chapitre XII serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 144 en projet.

1. Pour éviter une redondance, le 1^o serait mieux rédigé comme suit :

"1^o déterminer les conditions auxquelles doivent répondre les documents destinés à la publicité hypothécaire et les formes matérielles de celle-ci. Il peut notamment ... (la suite comme au projet)".

.../...

2. De même, au 2º, on écrira :

"2º décider que les documents remis en vue d'accomplir les formalités hypothécaires, constitueront les registres ...".

3. Le texte néerlandais du 3º en projet serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

4. Le texte néerlandais du 4º en projet serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 5.

Le texte néerlandais de l'article 5 serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 6.

1. La subdivision en "1º", "2º", "3º", "4º" doit être remplacée par une subdivision en paragraphes.

.../...

2. La phrase liminaire de ce qui devient ainsi le paragraphe 1er doit être rédigée comme suit :

"Art. 6. § 1er. Dans l'article 4 de la loi du 25 octobre 1919 sur la mise en gage du fonds de commerce, l'escompte et le gage de la facture, ainsi que l'agrération et l'expertise des fournitures faites directement à la consommation, modifié par l'arrêté royal n° 282 du 30 mars 1936, confirmé par la loi du 4 mai 1936, les alinéas 4 et 5 sont remplacés par l'alinéa suivant :".

Le texte néerlandais de l'alinéa en projet serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

3. Conformément à l'usage, la phrase liminaire de ce qui devient le paragraphe 2 doit être rédigée comme suit :

"§ 2. L'article 1568, alinéa 1er, 2°, du Code judiciaire est remplacé par le texte suivant :".

Le texte néerlandais du 2° en projet serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

4. Au 4°, devenant le paragraphe 4, il convient d'identifier les dispositions légales que l'auteur du projet entend modifier.

.../...

Article 7.

On n'aperçoit pas l'utilité d'un article distinct, qui a trait à une modification de l'article 59, 11^o, du Code des droits de timbre, alors que les modifications des autres textes ont toutes été regroupées sous un article 6.

Le texte de l'article 7 en projet devrait donc être inséré dans l'article 6, sous un paragraphe 5.

Article 8 (devenant l'article 7).

1. Dans le texte néerlandais de la phrase introductive de l'article 8, il y a lieu d'écrire : "Opgeheven worden :".

2. Le 2^o devrait être rédigé comme suit :

"2^o dans la loi du 10 octobre 1913 apportant des modifications à la loi hypothécaire et à la loi sur l'expropriation forcée et réglant à nouveau l'organisation de la conservation des hypothèques, l'article 12, modifié par l'arrêté royal n^o 64 du 30 novembre 1939 et la loi du 13 août 1947, et l'article 13".

.../...

Observation finale.

Le texte néerlandais de certains articles est susceptible d'amélioration. A titre d'exemple, certaines propositions à ce sujet sont faites dans le présent avis.

ONDERZOEK VAN DE TEKST.Opschrift.

Gelet op de terminologie die in de aanhef en het dispositief van het ontwerp wordt gebruikt, zou het beter zijn het opschrift als volgt te stellen :

"Ontwerp van wet tot wijziging van de hypotheekwet van 16 december 1851".

Bepalend gedeelte.Artikel 2.

In het ontworpen artikel 2, derde lid, vervange men de woorden "de hiervoor bepaalde termijn" door de woorden "voornoemde termijn".

Artikel 3.

Het zou beter zijn het ontworpen artikel 123 als volgt te stellen :

"Art. 123. "Wanneer verscheidene openbaar te maken titels dezelfde dag op het kantoor van bewaring der hypotheken zijn aangeboden, wordt de voorrang bepaald naar de dagtekening van die titels. Voor de titels die dezelfde datum dragen, wordt de voorrang bepaald naar het volgnummer waaronder de overhandiging van de titels vermeld wordt in het register voorgeschreven bij artikel 124, 1^o."

Het eerste lid is niet van toepassing op de schuldeisers bedoeld in artikel 81, tweede lid".

Artikel 4.Ontworpen artikel 135.

1. In de inleidende zin schrijve men :

"In het register van de neergelegde titels, waarvan het houden is voorgeschreven bij artikel 124, 1º, worden ingeschreven :".

2. Aan het eind van onderdeel 2º schrijve men :
"... en die worden aangeboden met het oog op doorhaling of vermindering", zoals overigens gesteld wordt in artikel 124, 3º, van de wet van 1851.

Een soortgelijke opmerking geldt eveneens voor het ontworpen artikel 137, eerste lid.

Ontworpen artikel 136.

De in dit artikel bedoelde kopie zal volgens de uitleg van de gemachtigde ambtenaar op geautomtiseerde wijze worden gemaakt, samen met de eerste inschrijving, doch niet na afsluiting van het register.

De ontworpen tekst zou derhalve duidelijker gesteld zijn als volgt :

.../...

"Art. 136. Van de inschrijvingen in het register van de neergelegde titels wordt onverwijld, zo niet na afsluiting van het register zonder verplaatsing een kopie gemaakt door de hypotheekbewaarder ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Voorts moet in het gehele ontwerp "kopie" worden geschreven in plaats van "copie".

Ontworpen artikel 138.

1. Het rechtstreeks verlenen van regelgevende bevoegdheid, door de wetgever, aan een minister is in strijd met artikel 67 van de Grondwet.

Het komt toe aan de Koning om hetzij krachtens de uitvoeringsbevoegdheid die Hem eigen is, hetzij krachtens de bevoegdheden die de wetgever Hem toekent, zelf aan een minister bevoegdheid op te dragen om bepaalde bijkomende maatregelen vast te stellen (1).

2. Naar luid van artikel 67 van de Grondwet staat het aan de Koning om rechtsregels met een algemene draagwijdte vast te stellen met het oog op de toepassing van de wetten.

(1) In verband met de neerlegging van de kopieën, bepaald bij het ontworpen artikel 138, tweede lid, valt op te merken dat die bepaling artikel 1 van de wet van 4 juli 1887 moet vervangen, dat voorschreef dat niet de minister vaststelt waar de neerlegging moet geschieden, doch de Koning.

Algemeen wordt aangenomen dat de Koning een minister bevoegdheid kan verlenen om bijkomende detailmaatregelen te nemen.

Daarentegen kan niet worden aanvaard dat bij wet regelgevende bevoegdheid wordt verleend aan een ambtenaar van het bestuur. Deze laatste moet immers geen enkele politieke verantwoording afleggen tegenover de wetgevende kamers.

De ambtenaren hebben tot taak de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen toe te passen op ieder geval afzonderlijk, doch niet bepalingen met een algemene draagwijdte vast te stellen.

Bijgevolg moeten de woorden "of zijn afgevaardigde" en "of door zijn afgevaardigde" vervallen.

Deze opmerking geldt eveneens voor de regelgevende bevoegdheid voorgeschreven bij het ontworpen artikel 144, 1^o en 4^o.

Hoofdstuk XI.

Het zou beter zijn "Vermelding van ..." te schrijven. Ook in de artikelen opgenomen in hoofdstuk XI gebruike men het werkwoord "vermelden" in plaats van "aanduiden".

Ontworpen artikel 139.

1. Het is niet gebruikelijk een artikel onder te verdelen in 1^o en 2^o.

Wegens de lengte van het ontworpen artikel kan het in vijf paragrafen worden ingedeeld : de eerste drie leden zouden dan paragraaf 1 vormen, het vierde en het vijfde lid paragraaf 2, het zesde lid paragraaf 3, het zevende lid paragraaf 4, en het laatste lid paragraaf 5.

2. De woorden "elke natuurlijke persoon op wiens naam" in onderdeel 1^o, eerste lid, dat paragraaf 1, eerste lid wordt, kunnen de indruk wekken dat aldus alleen de aanvrager wordt bedoeld. Daarom zou het beter zijn te schrijven : "... waarvan de openbaarmaking in een hypotheekkantoor vereist is, wordt ieder natuurlijk persoon op wiens naam de openbaarmaking moet geschieden vermeld met zijn naam, gevolgd door de voornamen, plaats en datum van geboorte, en de woonplaats".

3. In het ontworpen artikel 139, 1^o, tweede lid, moeten de woorden "en in België verleden" geschrapt worden omdat het niet aan de wetgever toekomt onderrichtingen te geven aan notarissen die niet in België zijn gevestigd.

4. Volgens het tweede lid van het ontworpen artikel 139, 1^o, moet de notaris of de ambtenaar de identiteitsgegevens waarmerken "hetzij in de tekst, hetzij onderaan het stuk".

.../...

Er behoort dus geen onderscheiden stuk te worden opgemaakt dat bij de akte of het stuk wordt gevoegd. Het is derhalve verkieslijk in de Franse tekst van het tweede lid, tweede en derde volzin, het woord "certificat" te vervangen door "certification". De gegrondheid van deze opmerking wordt trouwens bevestigd in de Nederlandse tekst, waar het woord "waarmerking" wordt gebruikt.

Bijgevolg wordt voor het tweede lid de volgende tekst voorgesteld :

"Indien de authentieke akte vóór een notaris wordt verleden of in geval van inschrijving van een wettelijke hypotheek waarmerkt de instrumenterende ambtenaar de naam, de voornamen en de plaats en datum van geboorte hetzij in de tekst, hetzij onder aan de akte of het stuk. De waarmerking geschiedt op grond van de gegevens vervat in de registers ..., voor zover in laatstgenoemd geval de authentieke akte, met de uitdrukkelijke instemming van de partijen, het identificatienummer in dat register vermeldt. De expedities ... (voorts zoals in het ontwerp)".

5. In de Franse lezing van het vierde lid, dat paragraaf 2, eerste lid, wordt, moeten de woorden "le certificat" eveneens worden vervangen door de woorden "la certification".

Voorts zou het beter zijn deze bepaling als volgt te stellen :

.../...

"Indien de persoon op wiens naam de openbaarmaking moet geschieden, onbekend is ... rijksregister, bepaalt de ambtenaar of de aanvrager, naargelang van het geval, in de bovengenoemde waarmerking of onder aan de akte ... het identiteitsbewijs op grond waarvan de naam, voornamen, plaats en datum van geboorte van betrokkene zijn vastgesteld".

6. In het zesde lid van onderdeel 1^o, dat paragraaf 3 wordt, schrijve men : "Voor de openbaar te maken vonnissen wordt de identificatie van de persoon gewaarmerkt door een notaris ..., onder aan de expeditie, op de wijze voorgeschreven bij dit artikel".

7. In het zevende lid van onderdeel 1^o, dat paragraaf 4 wordt, vervange men de woorden "de eerste" en "het document op zicht waarvan" respectievelijk door de woorden "eerst" en "het stuk op grond waarvan".

8. In onderdeel 2^o, dat paragraaf 5 wordt, schrijve men : "... de in dit artikel genoemde identificatieregels ...".

Ontworpen artikel 140.

1. De nummering met 1^o en 2^o moet vervallen, zodat men in het tweede lid moet schrijven : "... de in dit artikel genoemde identificatieregels ...".

.../...

2. Er is een duidelijk gebrek aan overeenstemming tussen de memorie van toelichting, waarin te lezen staat :

"De identificatie van de vennootschappen en andere rechtspersonen schept tot op heden complexe problemen door gebrek aan regels die een eenvormigheid opleggen. De normen die het voorwerp uitmaken van het nieuw artikel 140 strekken ertoe deze situatie te verhelpen"

en de tekst van artikel 140, 1^o, die zich ertoe bepaalt het rijksregister van de rechtspersonen te vermelden; een zodanig register bestaat thans nog niet.

De verwijzing naar het rijksregister van de rechtspersonen, dat vooralsnog niet bestaat, moet worden geschrapt.

3. In 1^o, dat het eerste lid wordt, schrijve men :

"In iedere akte of ieder stuk waarvan de openbaarmaking in een hypotheekkantoor vereist is, moet iedere vennootschap, vereniging of andere privaatrechtelijke rechtspersoon op wiens naam de openbaarmaking moet geschieden vermeld worden met de benaming, rechtsvorm, datum van de oprichtingsakte en de zetel van de vennootschap of de statutaire zetel, alsook met het identificatienummer in het rijksregister van de rechtspersonen, indien dat nummer toegekend is".

Ontworpen artikel 141.

1. De nummering in 1^o, 2^o en 3^o moet vervallen.

.../...

2. In het eerste lid schrijve men :

"De vermelding van de onroerende goederen waarvoor een openbaar te maken akte of stuk is opgemaakt, bevat de volgende gegevens : ... zoals blijkt uit een uittreksel, minder dan een jaar oud, uit de kadastrale legger, aard en oppervlakte. Indien sedert de overschrijving van de laatste titel de gegevens betreffende de geografische ligging en de kadastrale beschrijving gewijzigd zijn, moeten die gegevens ... eveneens worden vermeld".

3. In het tweede lid schrijve men :

"Betreft het verdiepingen of gedeelten van verdiepingen van een onroerend goed bedoeld in artikel 577bis, § 11, van het Burgerlijk Wetboek, dan moet de vermelding tevens conform de gegevens zijn van de overgeschreven akte van splitsing en van de overgeschreven akten die de akte van splitsing hebben gewijzigd".

4. In het derde lid schrijve men :

"In de akte of het stuk waarvan de openbaarmaking vereist is, wordt ...".

5. In het vierde lid behoort de bevoegdheid van de Koning nader te worden bepaald, en schrijve men :

"De Koning kan de in dit artikel genoemde identificatieregels aanvullen".

Ontworpen artikel 142.

Voorgesteld wordt te schrijven :

Art. 142. De Koning bepaalt de wijze ... uit hoofde van wie inlichtingen worden gevraagd en de betrokken onroerende goederen moeten worden vermeld".

Ontworpen artikel 143.

Men schrijve :

"De hypotheekbewaarder mag weigeren ... waarvan de openbaarmaking gevraagd is of het gevraagde getuigschrift af te geven indien niet is voldaan aan het bepaalde in de artikelen 139 tot 142".

Hoofdstuk XII.

Het opschrift moet luiden : "Materiële vormen van de formaliteiten van openbaarmaking en van de aanvragen".

Ontworpen artikel 144.

1. Om nodeloze herhalingen te voorkomen zou het beter zijn onderdeel 1° als volgt te stellen :

"1° de vereisten vaststellen waaraan de stukken bestemd voor hypothecaire openbaarmaking moeten voldoen, alsook de materiële vormen ervan. Hij kan inzonderheid het gebruik voorschrijven ... (voorts zoals in het ontwerp)".

2. Zo ook schrijve men in onderdeel 2° :

"2° beslissen dat de stukken die worden aangeboden met het oog op het vervullen van de hypothecaire formaliteiten de registers ... bedoeld in artikel 124, 2° en 3°, vormen".

3. In onderdeel 3° schrijve men :

"3° de regels ... van de stukken waarvan sprake is onder 1° en 2°".

4. In onderdeel 4° schrijve men :

"4° de materiële vormen en de inhoud bepalen van iedere aanvraag om een kopie, uittreksel of getuigschrift. Hij kan ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 5.

Het zou beter zijn te schrijven :

"Art. 5. De Koning bepaalt ... van de stukken die voorheen zijn neergelegd op de griffies ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 6.

1. De onderverdeling in "1°", "2°", "3°" en "4°" moet vervangen worden door een onderverdeling in paragrafen.

2. De inleidende zin van wat aldus paragraaf 1 wordt, moet als volgt worden gesteld :

"Art. 6. § 1. In artikel 4 van de wet van 25 oktober 1919 ..., gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 282 van 30 maart 1936, bekrachtigd bij de wet van 4 mei 1936, worden het vierde en het vijfde lid vervangen door het volgende lid :".

Het zou beter zijn het ontworpen lid als volgt te stellen :

"De bezwaarde eigenaar wordt vermeld op de wijze voorgeschreven bij de artikelen ...".

3. Overeenkomstig het gebruik moet de inleidende zin van wat paragraaf 2 wordt, als volgt gesteld worden :

"§ 2. Artikel 1568, eerste lid, 2°, van het Gerechtelijk Wetboek wordt vervangen als volgt :".

In het ontworpen 2° schrijve men :

"2° de vermelding van ... op de wijze voorgeschreven bij artikel ...".

4. In onderdeel 4°, dat paragraaf 4 wordt, moeten de wetsbepalingen die de steller van het ontwerp beoogt te wijzigen, nader worden bepaald.

Artikel 7.

Het nut van een onderscheiden artikel dat betrekking heeft op een wijziging in artikel 59, 11°, van het Wetboek der zegelrechten, is niet duidelijk, daar de wijzigingen in de andere teksten alle zijn samengevoegd in een artikel 6.

Derhalve moet de tekst van het ontworpen artikel 7 ingevoegd worden in artikel 6, onder een paragraaf 5.

Artikel 8 (dat artikel 7 wordt).

1. In de inleidende zin schrijve men : "Opgeheven worden :".

.../...

2. Onderdeel 2° moet als volgt worden gesteld :

"2° in de wet van 10 oktober 1913 brengende wijzigingen in de hypotheekwet en in de wet op de gedwongen ont-eigening en regelende opnieuw de inrichting van de bewaring der hypotheken, artikel 12, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 64 van 30 november 1939 en bij de wet van 13 augustus 1947, en artikel 13;"

Slotopmerking.

De Nederlandse tekst van een aantal artikelen is voor verbetering vatbaar. Bij wijze van voorbeeld worden in dit advies hieromtrent een aantal voorstellen gedaan.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS,
de Heren :

président de chambre,
kamervoorzitter,

Y. BOUCQUEY,
Y. KREINS,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

J. DE GAVRE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

P. GOTHOT,

Madame : J. GIELISSEN,
Mevrouw :

greffier,
griffier.

M. G. PIQUET, premier auditeur honoraire au Conseil d'Etat, a été appelé en consultation, en application de l'article 82 des lois coordonnées du 12 janvier 1973.

De H. G. PIQUET, ere-eerste auditeur bij de Raad van State, is bij toepassing van artikel 82 van de gecoördineerde wetten van 12 januari 1973 ter raadpleging opgeroepen.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, premier auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée par Mme C. DEBROUX, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, eerste auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld door Mevr. C. DEBROUX, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN.

J.-J. STRYCKMANS.